

Rapport des Nations Unies : « Israël a instauré un régime d'apartheid »

Description

Par Ben White, le 16 mars 2017

Un nouveau rapport de l'ONU accuse Israël d'avoir établi un régime d'apartheid qui opprime et domine le peuple palestinien dans son ensemble.

La [publication](#) intervient au milieu d'un nouveau débat sur la question de savoir si, par sa politique de colonisation et son rejet de l'autodétermination palestinienne, le gouvernement israélien crée ou même a déjà créé un « état unique » de fait, que les critiques considèrent comme une forme d'apartheid.

Le rapport exhorte les gouvernements à « soutenir les activités de boycott, désinvestissement et sanctions [BDS] » et à « répondre positivement aux appels de telles initiatives ».

Le rapport « Pratiques israéliennes envers le peuple palestinien et la question de l'apartheid » a été commandé et publié par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA) et publié à Beyrouth.

John Reynolds, professeur de droit à l'Université nationale d'Irlande, Maynooth, a déclaré à Al-Jazeera que le rapport « ouvre de nouvelles perspectives dans le contexte de l'analyse de la situation en Palestine par l'ONU ».

L'envoyé d'Israël aux Nations Unies, Danny Danon, a publié mercredi une déclaration condamnant le rapport.

« La tentative d'obtenir et calomnier la seule véritable démocratie au Moyen-Orient en créant une fausse analogie, est méprisante et constitue un mensonge flagrant », a-t-il déclaré.

Le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, interrogé sur le rapport, a déclaré qu'il a été publié sans consultation préalable du Secrétaire de l'ONU et que ses vues ne reflètent pas celles du secrétaire général.

Le rapport a été rédigé par deux critiques des pratiques israéliennes : Virginia Tilley, professeur de sciences politiques à Southern Illinois University, et Richard Falk, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens et professeur émérite de droit international à l'Université de Princeton.

Le rapport affirme qu'Israël est « coupable de politiques et de pratiques qui constituent le crime d'apartheid », que « le consensus des experts est que l'interdiction de l'apartheid est universellement applicable, qu'il n'a pas disparu du fait de l'effondrement de l'apartheid en Afrique du Sud », et qu'il est un crime contre l'humanité en vertu du droit international coutumier et du Statut de Rome de la Cour pénale internationale ».

Le rapport est une « analyse détaillée de la législation, des politiques et des pratiques israéliennes » qui souligne comment Israël « opère un régime d'apartheid », y compris par le biais de « la politique volontariste démographique ».

Les citoyens palestiniens d'Israël sont décrits comme « soumis à l'oppression sur la base de ne pas être juif », ajoute le rapport.

De même, les Palestiniens de Jérusalem-Est ressentent une « discrimination dans l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi, à la résidence et aux droits de construction », et sont soumis aux « expulsions et démolitions de maisons ».

Les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza sont régis par le « droit militaire » aux côtés des colons juifs « régis par le droit civil israélien », indique le rapport.

Les réfugiés et les exilés palestiniens sont « interdits de retourner chez eux en Israël et dans le territoire palestinien occupé », car ils constituent « une menace démographique » et que leur retour « modifiera le caractère démographique d'Israël ».

Le rapport recommande aux Nations Unies et à ses États membres de soutenir la campagne BDS, et de « relancer le Comité spécial contre l'apartheid et le Centre des Nations Unies contre l'apartheid (qui a existé de 1976 à 1991) » qui aura pour mission de « produire un rapport contraignant sur les pratiques israéliennes et les politiques relatives au crime d'apartheid ».

Le rapport suggère également qu'un avis consultatif soit demandé à la Cour internationale de Justice « sur la question de savoir si les moyens utilisés par Israël pour maintenir son contrôle sur le peuple palestinien constituent le crime d'apartheid ».

David Keane, professeur agrégé de droit à l'Université de Middlesex, a déclaré que le nouveau rapport diffère des précédents sur le sujet parce qu'il « accole expressément l'étiquette d'apartheid ».

Le rapport pourrait contribuer à détériorer encore un peu plus les mauvaises relations entre le gouvernement du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et les Nations Unies.

« Pour les Palestiniens et leurs alliés, le rapport aidera à fournir une base solide pour leurs initiatives », a déclaré à Al Jazeera Nadia Hijab, directrice exécutive d'Al-Shabaka (Réseau politique palestinien).

Faisant référence à la réputation et à la crédibilité des auteurs, Hijab a critiqué le rapport comme « un document clair et concis » dont les recommandations sont « opportunes et tout à fait nécessaires ».

* **Ben White** est journaliste indépendant, écrivain et militant, spécialiste Palestine/Israël. Il est diplômé de l'université de Cambridge. Il a notamment écrit *Le Palestinien en Israël* sur la ségrégation, la discrimination et la démocratie. Suivre sur Twitter : [@benabyad](https://twitter.com/benabyad)

Source: [Al Jazeera](#)

date création
2017/03/17